

Ville de Villeneuve d'Ascq

Décision



Objet : contrat de cession la belle histoire - Entrelacs 2020

N° : VA_DEC2020_312
Service : Culture

Nous, Gérard CAUDRON, Maire de Villeneuve d'Ascq, agissant en cette qualité,

Vu la délibération VA_DEL2020_61 du 5 juillet 2020 donnant délégation dans le cadre de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et fixant le seuil de délégation à 214 000 € HT pour les marchés de fournitures et services et à 1 000 000 € HT pour les marchés de travaux,

décidons

De passer contrat avec l'association La Belle Histoire, pour la diffusion du spectacle déambulatoire, prévu au parc urbain, le samedi 26 septembre de 16h à 18h, dans le cadre des festivités d'ouverture d'Entrelacs.

En contrepartie, la ville versera à l'association La Belle Histoire, la somme de 1150 euros TTC, sur le budget de l'année 2020, après prestation et à réception de la facture.

Imputation comptable : 6288 33 5210

Politique publique (domaine-action-activité) : 13.6.4 Action culturelle

Fait à Villeneuve d'Ascq
le mardi 1 septembre 2020

Le Maire,
Gérard CAUDRON

ID télétransmission : 059-215900930018-20200706-176322-AU-1-1
Date AR Préfecture : jeudi 24 septembre 2020

CONTRAT DE CESSION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de Villeneuve d'Ascq, sise Place Salvador Allende, 59650 Villeneuve d'Ascq, représentée par Gérard CAUDRON, en sa qualité de Maire dûment habilité par la délibération VA_DEL2020_61 du 05 juillet 2020 prise en application de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et agissant en vertu de la décision VA_DEC2020_312 en date du mardi 1 septembre 2020.

Siret 215 900 093 00018, APE 751A,

TVA intra-communautaire FR 57 215 900 093

Licences n°1-1080749 / 2-1080752 / 3-1080753

Ci-après dénommé l'ORGANISATEUR d'une part,

ET

L'association : Compagnie La belle Histoire
Adresse postale : 36 rue Louis Faure, 59000 Lille
Contact : Brigitte Nelken
Téléphone : 03 20 67 17 78
Siret/APE : 434 592 820 00014 / 923A
Ci-après dénommé L'INTERVENANT, d'autre part.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIVIT :

1. L'INTERVENANT dispose du droit d'intervention en France pour l'animation **Déambulation décalée** pour lequel il s'est assuré également le concours des partenaires nécessaires à son bon déroulement.
2. L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu de l'animation précitée.
3. L'ORGANISATEUR, certifie s'être assuré de la disponibilité du lieu de l'animation.
4. L'INTERVENANT déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de la salle.
5. L'INTERVENANT s'engage à fournir dans les conditions définies ci-après une représentation de l'animation susnommée :

Date : Samedi 26 septembre 2020
Adresse : Plaine Canteleu, rue du 08 mai 1945
Horaire : De 16h à 18h

Le présent contrat ne constitue aucune forme d'association ou de société entre les parties.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

1.1. L'INTERVENANT fournira l'animation d'une durée de **1h30**, entièrement monté et assurera la responsabilité de l'animation. En qualité d'employeur, il assurera la rémunération charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché à l'animation. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utile auprès des autorités compétentes les autorisations pour l'emploi, le cas échéant de mineurs, d'artistes ou techniciens étrangers dans l'animation.

Le cas échéant, L'INTERVENANT devra fournir à l'ORGANISATEUR, conformément aux dispositions du Code du Travail, une attestation sur l'honneur certifiant que les salariés étrangers qu'il emploie sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

1.2. L'INTERVENANT assurera l'ensemble des transports aller-retour et effectuera les éventuelles formalités douanières des personnels, éléments et matériels nécessaires à la représentation et en supportera le coût.

1.3. L'INTERVENANT fournira les éléments de décors, meubles, costumes et accessoires ainsi que tout autre élément artistique nécessaire à l'animation.

1.4. L'INTERVENANT fournit en annexe au présent contrat le contrat technique définissant les conditions techniques générales prévisionnelles de l'animation.

Ces conditions définissent entre autres :

les caractéristiques dimensionnelles de l'espace nécessaire à l'animation

le nombre de techniciens

le nombre de loges et locaux nécessaires

les équipements particuliers (poursuites, régies...).

Ces spécifications pourront faire l'objet d'un arrangement entre L'INTERVENANT et l'ORGANISATEUR de sorte à ce que les conditions techniques d'accueil conviennent aux deux parties et soient compatibles avec les caractéristiques de la salle.

1.5. L'INTERVENANT fournira dès signature du contrat les éléments nécessaires à la publicité de l'animation et notamment: press book/bio, photos nb/couleur, 3 CD albums/singles.

1.6. L'INTERVENANT s'engage à respecter et à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public et à se conformer aux directives de l'ORGANISATEUR.

1.7. Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, pour tous les contrats d'achat de prestation de service supérieur à 3000€, conformément aux articles L 8222-1, D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail, L'INTERVENANT fournira à la Ville à la signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois ;

- Un extrait KBis de l'inscription au RCS ou au répertoire des métiers ou un récépissé de déclaration en préfecture pour les associations (lorsque le cocontractant n'est pas inscrit au RCS ou au répertoire des métiers, une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires, ainsi que le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises) ;
- un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant est en cours d'inscription ;
- une attestation sur l'honneur établie par lui certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés de façon régulière au regard des articles L1221-10 et suivants [DUE], L3243-1 et suivants et R3243-3 du Code du travail [bulletin de paie] lorsque le cocontractant emploie des salariés pour exécuter sa mission ;
- une copie de la licence (ou des licences) d'entrepreneur de spectacles lorsque celle-ci est obligatoire au regard de l'activité.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU DIFFUSEUR

2.1 L'ORGANISATEUR s'engage à mettre à disposition les aménagements de la plaine Canteleu.

L'ORGANISATEUR s'engage à ne pas modifier le lieu de l'animation sans l'accord écrit du producteur.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des autorisations administratives permettant les représentations. Il communiquera à L'INTERVENANT copie desdites autorisations si celui-ci le lui demande.

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu à disposition du PRODUCTEUR avant l'animation pour permettre d'effectuer le montage et les réglages conformément aux demandes techniques.

2.2 L'ORGANISATEUR fournira le lieu de la représentation en ordre de marche y compris le personnel nécessaire au montage et démontage, et à l'installation technique de l'animation.

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu de l'animation à disposition du PRODUCTEUR à partir de 13h pour permettre d'effectuer le montage, les réglages et d'éventuels raccords. Le démontage et rechargement seront effectués à l'issue de l'animation.

2.3 L'ORGANISATEUR s'assurera par ailleurs de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels de contrôle, de sécurité, secours médical, voirie, nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public et de l'animation.

L'ORGANISATEUR s'engage à ne pas laisser entrer dans la salle un nombre de public supérieur à celui imposé par la commission de sécurité compétente. Il s'engage à respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public.

2.4 L'ORGANISATEUR s'engage à faire la promotion et la publicité de l'animation et à n'utiliser que le matériel publicitaire fourni et/ou agréé par le PRODUCTEUR. Il devra solliciter l'accord écrit du PRODUCTEUR avant de faire parrainer l'animation même à titre gratuit par une marque, un sponsor ou un media.

ARTICLE 3 : BILLETTERIE

Les parties conviennent d'arrêter le prix d'entrée à 0€.

L'ORGANISATEUR est responsable de l'établissement de la billetterie et en supporte le coût.

Il est également responsable de sa mise en vente et de l'encaissement de la recette correspondante. L'ORGANISATEUR conservera après l'animation les coupons de contrôle et les souches des billets jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de leur utilisation.

Dans l'hypothèse où l'image de l'artiste serait reproduite sur le billet, L'ORGANISATEUR devra obtenir l'accord préalable de L'INTERVENANT.

ARTICLE 4 : HEBERGEMENT ET RESTAURATION

L'INTERVENANT prend en charge les repas pour les intervenants ainsi que l'hébergement.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE PAIEMENT

En contrepartie des droits d'exploiter l'animation dans les conditions indiquées dans le présent contrat, L'ORGANISATEUR versera à L'INTERVENANT une somme de :

1150 € (mille cent cinquante euros) T.T.C. transport et repas compris

Le paiement s'effectuera par virement à l'ordre **Sur Mesures Productions**, sur présentation d'une facture par le biais de la plateforme internet CHORUS PRO, aux montants et dates suivantes:

- **1150,00 euros TTC** à l'issue de la prestation du **26/09/2020**.

Ces sommes seront imputées sur le budget de l'année en cours de **2020** à l'imputation 6288 33 5210.

ARTICLE 6 : DROITS D'AUTEUR – TAXE PARAFISCALE

L'INTERVENANT fera les déclarations liées à l'animation auprès des sociétés d'auteurs et précisera l'identité de son cocontractant.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge le versement des droits d'auteur (SACEM, droits éventuels de mise en scène et droits voisins le cas échéant). Il aura également à sa charge le versement de la taxe parafiscale sauf dans le cas de spectacle gratuits (sans billetterie) où cette taxe est due par le PRODUCTEUR.

ARTICLE 7 : ENREGISTREMENT - DIFFUSION

Tout enregistrement et/ou diffusion, même partiels de l'animation, objet de ce contrat, devra faire l'objet d'un accord particulier et formel du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR reconnaît à L'INTERVENANT le droit de faire effectuer toute captation de l'animation (extraits ou totalité) et d'exploiter l'enregistrement, pour son compte à ses frais et à son seul bénéfice, à condition que cette opération ne perturbe pas, en quoi que ce soit la représentation.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET DEMANDES D'AUTORISATIONS

Les responsabilités seront engagées et déterminées sur le fondement du lien de subordination juridique selon les conditions prévues à l'article L 120-3 du code du travail, sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil, ainsi que sur le fondement, notamment, de l'article 131-41 du code pénal, prévu dans le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998, et de l'article 223-1 du code pénal.

L'INTERVENANT déclare avoir souscrit les assurances pour les risques lui incombant au titre du montage, du déroulement et du démontage de l'animation (personnel et matériel de l'animation).

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la salle, à ses installations ainsi qu'à l'activité des personnes placées sous sa responsabilité.

PRODUCTEUR et ORGANISATEUR feront chacun leur affaire de souscrire une assurance pour la matériel qu'ils introduiront respectivement dans la salle.

ARTICLE 9 : ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait annulé ou suspendu de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties ayant pour conséquence l'annulation d'une ou plusieurs représentations entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité égale au montant des frais engagés à la date de rupture du présent contrat par la partie victime de l'inexécution.

Si pour quelque raison que ce soit, le lieu, ou la date de la représentation devait être modifié, le nouveau lieu ou la nouvelle date ne pourra être décidé qu'en accord avec l'artiste ou son représentant dûment mandaté. Si un désaccord devait subsister, celui-ci entraînerait la résiliation de plein droit du contrat du fait du DIFFUSEUR et l'application de l'indemnité définie ci-dessus.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITES

Chaque partie garantit l'autre partie contre tous recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout litige concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...). Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 12 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent contrat entrera en vigueur à dater de sa signature par les deux parties sous les conditions expresses décrites en préambule, qu'elles acceptent et s'obligent à exécuter sans réserve.

ARTICLE 13 : AVENANT

Toute modification de la présente convention donnera lieu à un avenant signé par les deux parties.

Fait à Villeneuve d'Ascq en trois exemplaires le 01/09/2020

Cette convention contient 5 pages.

Pour l'intervenant,
La représentante,
Brigitte Nelken

Pour la Ville (L'organisateur),
Le Maire,
Gérard CAUDRON



